

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL. 320.36.20  
C. C. P. 1248-74 N PARIS

(Pour des raisons évidentes, le nom du signataire de cette lettre a été omis) (Note DIAL)

Santiago, le 22 novembre 1973

(...)

La répression continue de façon incroyable, malgré la discrétion qui l'entoure.

On s'attaque maintenant aux familles de ceux qui ont demandé asile dans les ambassades ou qui ont déjà quitté le pays. Mais si, en général, ce sont des sympathisants ou des militants des partis de gauche mis "hors la loi" qui subissent de telles persécutions, on constate que les arrestations se font dans tous les sens, sans ligne bien définie. Cela donne à penser que les sources de renseignements dont disposent les divers services de répression militaire sont relativement restreintes. C'est compréhensible, si l'on sait que la plupart des organisations politiques de l'Unité Populaire, en prévision d'une réaction militaire à plus ou moins long terme, ont eu le temps de faire disparaître un certain nombre de documents.

De plus, loin de coopérer, les divers services de répression se contrôlent mutuellement et se surveillent. Ceci est d'autant plus manifeste que le mécontentement commence à se faire sentir au sein de plusieurs secteurs des Forces Armées et de la Police, fatigués de réaliser un travail qui ne correspond pas à leur vocation (!) et qui les oblige à se livrer à des tâches répugnantes, allant de la brutalité imposée jusqu'aux exécutions sommaires. Certains, pour ne pas dire de nombreux militaires et policiers ont vu des membres de leurs familles touchés injustement par cette répression sauvage.

Puisque j'en suis au mécontentement, je puis vous assurer qu'il grandit aussi au sein de la classe ouvrière, non seulement pour des raisons économiques liées au coût de la vie, mais aussi à cause de la démagogie du pouvoir actuel dont les gens ne comprennent pas où elle mène et dont ils souffrent les contradictions. Par exemple, il y a trois jours, une grande assemblée a eu lieu avec quelques 3.000 "responsables syndicaux" de Santiago, en présence du général Pinochet et du ministre de l'Economie; les "responsables syndicaux" avaient été presque tous désignés par les patrons et les administrateurs des entreprises nationales... On leur avait promis un salaire minimum de 12.000 escudos (200 escudos pour 1 F environ - N.d.T.), ou au moins un certain ajustement au coût de la vie, mais cela ne se réalise pas encore. La production est en baisse partout, par suite de l'absence de commandes sur le marché vu les prix, et les patrons et industriels ne peuvent payer selon les normes établies par le gouvernement. On sent une certaine amertume jusque dans les rangs de ces mêmes industriels qui avaient mis leurs espoirs dans le coup d'état. Tout ce que je vous dis peut vous paraître bien confus et général, mais si j'avais le temps, je pourrais vous donner des exemples concrets et vérifiés sur tout ce que je viens de vous expliquer.

Je viens d'apprendre qu'une petite manifestation était organisée devant la résidence du cardinal qui vient de revenir d'Europe. Bien que sévères sur sa manière d'agir, hier comme aujourd'hui, des chrétiens continuent de l'appuyer: la discrétion exemplaire dont il a fait preuve au cours de son voyage est rassurante, en même temps qu'elle a désarmé les possibilités d'utilisation par la Junte, dont l'irritation est à peine contenue. Il est l'objet de violentes attaques, depuis plusieurs semaines, de la part des milieux bourgeois liés à la Junte (...).